



STANISLAS ET L'AFFAIRE OUDÉA-CASTÉRA ENQUÊTE

## Amélie Oudéa-Castéra a fait le choix des classes non mixtes pour ses fils à Stanislas

Alors que des classes mixtes garçons-filles existent à Stanislas, Amélie Oudéa-Castéra a fait le choix, pour ses enfants, de la non-mixité, d'après nos informations. Une décision qui interroge car la ministre est chargée de lutter contre les stéréotypes de genre à l'école.

Mathilde Goanec, Mathilde Mathieu, David Perrotin et Ilyes Ramdani -

23 janvier 2024 à 17h35

C'est son premier déplacement en tant que ministre de l'éducation nationale. Le 12 janvier dernier, avant de répondre aux premières révélations de Mediapart, Amélie Oudéa-Castéra déambule dans un collège public des Yvelines. Alors qu'elle assiste à un cours en compagnie de Gabriel Attal, une enseignante aborde avec ses élèves le sujet « des stéréotypes » de genre.

« Est-ce que vous saviez qu'à une époque, il y a longtemps, il y avait des écoles pour les filles et des écoles pour les garçons ?, demande la professeure. Nous, aujourd'hui, on a la chance de vivre en mixité, d'avoir des filles et des garçons dans la même école. » Les élèves, sondés pour savoir si c'est positif, sont unanimes. « C'est normal », dit l'un ; « Cela permet de développer l'amitié fille-garçon », ajoute un autre.

Et la ministre ? Amélie Oudéa-Castéra ne répond pas (voir la vidéo ci-dessous). Elle écoute, impassible, puis dévie sur le sujet « sport » lorsqu'un élève évoque l'existence de clubs non mixtes et les clichés sexistes dans ce domaine. « Le plus possible, justement, les clubs essaient d'avoir cette mixité, répond la ministre. C'est quelque chose que peut apporter le sport... » Elle ne dit pas « l'école ». Et relance avec une question centrée sur les rapports filles-

garçons à la récré : « Les garçons ont un peu tendance à prendre toute la place [...]. Vous essayez de laisser de l'espace aux filles ? »

La ministre se garde de dire qu'à Stanislas, l'établissement privé catholique où elle scolarise ses enfants, la mixité en classe n'est pas la norme pendant les années collège. Et même, qu'elle n'en a délibérément pas voulu pour ses propres enfants.

D'après nos informations, les parents Oudéa-Castéra ont inscrit leurs trois garçons dans des classes non mixtes, alors qu'une option différente existe : pour chaque niveau au collège, on dénombre à Stanislas cinq classes de garçons, trois de filles, et deux classes mixtes. Mais la famille a suivi la tradition de l'établissement, à l'origine uniquement ouvert aux garçons. Si l'aîné, inscrit en prépa HEC, étudie désormais dans un cursus mélangé, le benjamin évolue cette année encore dans une classe non mixte.

Sur son site internet, l'établissement catholique, dont Mediapart a dénoncé dès 2022 les dérives sexistes et homophobes, justifie sa tradition ainsi : « Notre expérience et notre conviction s'appuient sur le constat du décalage de maturité entre les garçons et les filles à l'aube de l'adolescence. » Il ne faudrait pas qu'un garçon ou une fille puisse « être gêné ou se sentir jugé par le regard des élèves de l'autre sexe ».

À titre personnel, par ailleurs, la ministre semble bien considérer que la non-mixité contribue à l'épanouissement de ses fils, puisqu'interrogée le 13 janvier sur son choix de Stanislas, elle déclarait au micro de Mediapart : « Nous nous assurons que nos enfants [...] sont heureux, qu'ils sont épanouis, qu'ils ont des amis, qu'ils sont bien, qu'ils se sentent en sécurité, en confiance. Et c'est le cas pour mes trois petits garçons [...] qui sont là-bas. »

Il faut le dire : ses choix sont parfaitement libres en la matière. Mais comme ministre de l'éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra a désormais la responsabilité de « favoriser la mixité et l'égalité entre les hommes et les femmes » – c'est l'une des missions confiées à toutes les

écoles, collèges et lycées de France, publics comme privés, par le Code de l'éducation. La ministre est en particulier chargée de faire appliquer la Convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons dans le système éducatif (signée par l'un de ses prédécesseurs, Jean-Michel Blanquer).

Interrogée par Mediapart pour savoir si ses choix de parent ne rentraient pas aujourd'hui en contradiction avec les discours et politiques de lutte contre les discriminations et stéréotypes de genre qu'elle doit porter comme ministre, Amélie Oudéa-Castéra n'a pas souhaité nous répondre. De même qu'elle a évité de commenter, à sa nomination, le rapport accablant de l'inspection générale de l'éducation nationale visant Stanislas, dont elle a pourtant rapidement pris connaissance – elle a désormais l'obligation de se déplacer des sujets relatifs à l'établissement.

## Une non-mixité dénoncée par les services de la ministre

En soi, la non-mixité n'est pas systématiquement et forcément négative. « *Il y a dans les milieux progressistes féministes des personnes qui revendiquent une non-mixité et ça peut se comprendre* », rappelle Julie Pagis, chercheuse en sociologie politique au CNRS, coautrice de *L'Enfance de l'ordre. Comment les enfants perçoivent le monde social* (Seuil, 2017), et qui a notamment passé deux années à observer des cours de récréation. « *Mais on peut penser, vu ce qu'on découvre sur Stanislas, qu'il ne s'agit pas du tout de ce type de non-mixité choisie. Cela ressemble beaucoup plus à des formes conservatrices – si ce n'est très conservatrices – de non-mixité.* »

« L'image constamment renvoyée aux garçons de leur masculinité et aux filles de leur féminité favorise un climat de rejet de l'homosexualité. »

Extrait du rapport de l'inspection générale à propos de la non-mixité à Stanislas

Dans le rapport d'inspection révélé par Mediapart le 16 janvier, les inspecteurs consacrent un long développement critique à cette pratique. « *La direction justifie ce choix d'une part par le "constat du décalage de maturité entre les garçons et les filles à l'aube de l'adolescence", d'autre part par le souci de respecter "le désir de beaucoup d'élèves filles ou garçons de développer à cet âge ce qui est propre à leur féminité ou à leur*

*masculinité sans être constamment sous le regard de l'autre sexe* » », notent d'abord les inspecteurs.

Avant de pointer de nombreuses dérives liées notamment à cette non-mixité en classe, qui serait source de sexisme et d'homophobie. Ils pointent ainsi « *un contexte caractérisé par la dévalorisation entre élèves des classes mixtes, [...] l'image constamment renvoyée aux garçons de leur masculinité et aux filles de leur féminité, [ce qui] favorise un climat de rejet de l'homosexualité et par voie de conséquence peut être propice aux risques d'homophobie* ».

Partout et tout le temps, le garçon est perçu comme un héros, quand la fille, elle, doit apprendre à servir et ne pas tenter l'autre sexe.

En réalité, à Stanislas, une vision rigoriste de la religion motive largement cette non-mixité, à laquelle la majorité des établissements catholiques ont renoncé depuis des années – elle persiste toutefois dans nombre d'écoles intégristes et semble même avoir le vent en poupe dans des écoles hors contrat.

Pour la direction de Stanislas, la seule présence d'une fille est facteur de déconcentration. Le règlement intérieur « *exclut tout comportement de "petit couple" entre élèves* » ; le moindre contact entre un garçon et une fille est prohibé. Pour celles et ceux pris sur le fait, c'est convocation et sanction assurées. Dans notre enquête publiée en 2022, nous faisons état d'un fascicule distribué aux élèves à leur entrée en seconde, où il était écrit ceci : « *Si tu es une fille, veille sur ce point où tu sais le garçon fragile. Ne fais rien pour l'exciter. Ne l'allume pas. Protège-le contre lui-même.* »

Ancien élève de classes non mixtes à « Stan », durant tout son collège, Hugo témoigne de ce climat auprès de Mediapart : « *On avait vraiment une doctrine hyper intégriste où la femme, c'est la tentation. Les relations entre les filles et les garçons sont entièrement considérées à travers le prisme du potentiel sexuel et donc du péché. Et c'est imputé aux filles. Donc on n'avait pas le droit de leur parler. Déjà, on n'est pas dans le même bâtiment qu'elles, on ne les voit jamais. C'est compliqué quand on retrouve des filles en seconde... Il y a un peu une frustration, une obsession et des questions : "Qu'est-ce que c'est une fille ?*

«... Je n'ai jamais autant entendu de blagues sexuelles qu'à Stan. »

## Le Haut Conseil à l'égalité alerte sur le sexisme à l'école

Dans son dernier rapport sur l'état du sexisme en France, publié lundi 22 janvier, le Haut Conseil à l'égalité s'alarme justement du sexisme véhiculé à l'école et dénonce les différences de traitement s'appuyant sur une supposée différence naturelle entre les genres. Et les éléments du rapport résonnent fortement avec les constats posés par la mission de l'inspection générale.

Le Haut Conseil regrette la « *spécialisation* » persistante « *des rôles de chacun·e : chez les garçons, on valorise la force, la compétition, le mépris de la faiblesse, voire du féminin. Chez les filles, on valorise l'écoute, l'empathie, la douceur et la docilité* ». « *Cette différenciation primaire va déterminer les possibles pour le développement et les choix respectifs des garçons et des filles* », analyse le Haut Conseil.

« *Surtout, elle va avoir des conséquences en termes d'inégalités professionnelles structurelles : en dépit d'une meilleure réussite des filles à l'école (en termes de durée moyenne des études, de niveau moyen des diplômes, de taux de réussite aux examens), elles sont toujours sous-représentées dans les filières prestigieuses et porteuses d'emploi, alerte-t-il.*

Le rapport cite aussi une enquête de l'Unicef qui rappelle qu'à l'école, « *les filles font davantage l'objet de discriminations liées à leur tenue vestimentaire et adoptent déjà des stratégies d'évitement (renoncer à s'habiller comme elles le souhaitent, rester davantage chez elles après l'école...)* ».

« Je m'oppose à toutes les décisions d'élus locaux qui vont dans le sens de la non-mixité. »

Propos tenus par Marlène Schiappa en 2018

Au sein de l'établissement choisi par la ministre, cette discrimination est assumée. Le règlement intérieur de l'école, lui aussi dénoncé par la mission d'inspection, accorde une partie bien plus importante aux tenues vestimentaires des filles qu'à celles des garçons.

On leur demande de « *porter des tenues qui suscitent le respect et manifestent la dignité de leur féminité* ». S'ensuit une description précise sur la longueur acceptable des manches (« *les épaules sont toujours couvertes* »), les matières rédhibitoires (les hauts à grosses mailles) ou des règles à la limite de l'absurde (« *les hauts doivent tomber sur le bas des hanches et ne pas s'arrêter à la ceinture du pantalon* »).

Lors des voyages scolaires, la non-mixité est aussi la règle et les activités sont toujours genrées. Des olympiades de sport sont organisées pour les garçons quand les filles ont le droit à des concours de cuisine ou des ateliers yoga. Partout, le garçon est perçu comme un héros, quand la fille, elle, doit apprendre à servir et ne pas tenter l'autre sexe, comme nous le montrions dans notre enquête de 2022.

La cheffe de l'inspection générale, dont la ministre a la cotutelle, a elle-même listé les dangers de telles pratiques dans une synthèse du rapport qu'elle a adressée à la direction diocésaine de l'enseignement catholique, en août dernier. Elle y écrit ceci : « *Le collège Stanislas, encore marqué par son passé d'établissement de garçons, peine à mettre en place une totale égalité entre les filles et les garçons dans le cadre de sa vie scolaire : déséquilibre des effectifs en faveur des garçons, faible nombre de places pour les filles en internat, espaces et équipements sportifs que les filles ont des difficultés à s'approprier, activités séparées et genrées lors des voyages scolaires ou organisés par la pastorale ainsi qu'une attention particulière à la tenue vestimentaire des jeunes filles dans les "règles de vie" de l'établissement empreinte de sexisme et de stéréotypes de genre.* »

## Une non-mixité dénoncée par son propre gouvernement

Amélie Oudéa-Castéra est par ailleurs membre d'un gouvernement qui n'a cessé de fustiger la non-mixité quand il s'est agi de dénoncer le « *séparatisme* » musulman, les réunions non mixtes militantes ou le cas de certaines écoles privées musulmanes. « *Je m'oppose à toutes les décisions d'élus locaux qui vont dans le sens de la non-mixité : les créneaux spécifiques pour les femmes dans les piscines, le fait de séparer les femmes et les hommes dans les transports en commun... C'est le contraire des valeurs de la République* », fustigeait par exemple Marlène Schiappa, en décembre 2018.

Questionnée sur le cas particulier de Stanislas, la chercheuse Julie Pagis déclare : « *Ce qui m'inquiète, c'est que cela réinstaura une essentialisation des différences de sexe. Car on peut penser que cette non-mixité s'accompagne de différences dans les enseignements – sans aller peut-être jusqu'au cours de couture d'un côté, d'arts de la guerre de l'autre. Mais sans doute par des différences informelles. Or, quand on est sociologue, on sait que les différences entre les sexes, ce sont des hiérarchies, cela réinstaura des inégalités entre les garçons et les filles contre lesquelles se battent les enseignants et l'éducation nationale depuis les années 1970 – et il y a encore du travail. Ça me semble donc aller à l'encontre de toutes les avancées sur ce sujet.* »

Emmanuel Macron a lancé l'an passé une journée nationale officielle contre le sexisme. Elle aura lieu ce jeudi 25 janvier. L'école, lieu de socialisation obligé, devrait en toute logique y être associée. La ministre, comme sur [les remplacements dans l'école publique](#), comme sur [Parcoursup](#), comme sur [la lutte contre l'homophobie](#), se retrouve à nouveau en mauvaise posture.

**Mathilde Goanec, Mathilde Mathieu, David Perrotin** et **Ilyes Ramdani**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse [enquete@mediapart.fr](mailto:enquete@mediapart.fr). Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).

---

## Boîte noire

Le choix d'une scolarité au collège non mixte pour ses enfants relève-t-il uniquement de la vie privée ? C'est ce que semble penser l'entourage de la ministre, qui, face à nos questions, nous a répondu ceci : « *Cette demande va trop loin.* »

Le choix de publier cet article a été débattu au sein de la rédaction de Mediapart. Nous considérons qu'Amélie Oudéa-Castéra, qui n'a pas eu un mot pour condamner ou même commenter les dérives de Stanislas pointées par ses propres services, a un rôle prépondérant, en tant que ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, dans la lutte contre le sexisme et les inégalités de genre.

Les informations contenues dans cet article sont susceptibles d'éclairer la compréhension de ses silences ou de ses futures décisions en la matière. En ce sens, elles nous apparaissent d'intérêt général.

---

Valentine Oberti a contribué à cet article.

---